

Invité Afrique

Rwanda : « Il y a un manque de volonté politique de la part des autorités congolaises »

Pierre Firtion

RFI, 3 novembre 2022

L'ambassadeur du Rwanda en RDC, Vincent Karega, a été expulsé du territoire congolais en début de semaine suite à l'offensive du M23 dans l'est du Congo. Kinshasa accuse Kigali de soutenir ce mouvement rebelle, ce que les autorités rwandaises ont toujours réfuté. En coulisses, les chancelleries de la région s'activent pour faire retomber la tension. Le 2 novembre, le Kenya a annoncé le déploiement de soldats dans l'Est de la RDC. Comment le Rwanda réagit-il à ces nouvelles accusations ? Entretien avec Alain Mukuralinda, porte-parole adjoint du gouvernement rwandais.

Votre pays est depuis plusieurs mois dans l'œil du cyclone, accusé de soutenir ce mouvement rebelle qui mène actuellement une offensive dans l'est de la RDC. « *L'armée rwandaise vient au secours du M23 et avance sous le couvert du M23* », a déclaré Christophe Lutundula, le chef de la diplomatie



À Kanyaruchinya dans l'est de la RDC, les déplacés de la crise sécuritaire liée aux combats entre l'armée congolaise et les rebelles du M23 remplissent leurs 2 bidons d'eau journaliers (photo d'illustration). © Coralie Pierret / RFI

tie congolaise mardi sur notre antenne. Que lui répondez-vous ?

Alain Mukuralinda : Je pense que c'est une façon d'essayer de cacher ce qui ne va pas. Par exemple, il y a un manque de volonté politique de la part des autorités congolaises à mettre en place ce qui a été décidé. Aujourd-

d'hui, vous ne pouvez pas continuer à vous targuer de vous être engagé dans le processus de Nairobi par exemple, sans montrer la moindre action concrète que vous avez réalisée sur le terrain. Au lieu de cela, vous continuez à collaborer, à équiper en armes et matériels militaires, et à combattre à côté d'un mouvement que, au contraire, vous auriez dû combattre, comme l'a décidé le processus de Nairobi. Donc, cela est une fuite de responsabilités. On a décidé qu'il fallait créer une force armée conjointe. Qui est le premier responsable à mettre en action ce qui a été décidé ? C'est le gouvernement congolais. Aujourd'hui, je viens de recevoir un communiqué de la part de l'armée kényane qui annonce que ça va se mettre en place. Est-ce que c'est vraiment l'armée kényane qui aurait dû prendre le devant ou c'est l'armée congolaise ? Donc, aujourd'hui, je suis convaincu que le fait de vouloir toujours prendre le Rwanda comme bouc émissaire, cela aide aussi à échapper ou à ignorer certaines responsabilités internes.

Comment réagissez-vous à l'avancée du M23 dans le Rutshuru depuis près de deux semaines. Vous condamnez cette offensive ?

Nous condamnons cette offensive, mais d'un autre côté, il faut revenir à la réalité. Son mouvement a été défait il y a 10 ans. Je crois que c'était en 2013. Une partie est partie en Ouganda, une autre partie est venue au Rwanda, ils ont été désarmés et logés le plus loin de la frontière. Ceux qui étaient en Ouganda sont revenus. Ils ont même eu des négociations de pourparlers avec les autorités congolaises. Parce que ce sont des Congolais, il ne faut pas non plus l'oublier. Il y a

eu des rencontres et des négociations, et des résolutions ont été prises. Mais elles n'ont jamais été apparemment appliquées. Comment voulez-vous que dans un endroit où pullulent plus de 100 mouvements rebelles, ces rebelles ne puissent pas se réarmer ? Pourquoi voulez-vous que, s'ils négocient avec leur propre gouvernement, qu'il y ait des résolutions qui sont prises, mais qui ne sont pas appliquées, les gens n'aillent pas se battre ? Et on a appris que, des fois, ils sont attaqués par l'armée congolaise en collaboration avec les FDLR [Forces démocratiques de libération du Rwanda]. Nous, nous condamnons tout ce qui ramène au combat, tout ce qui ramène à la guerre.

Après l'expulsion de votre ambassadeur par Kinshasa, les discussions sont-elles au point mort avec les autorités congolaises ?

Je dirais que les discussions sont au point mort, mais d'un autre côté, on a la chance que les relations diplomatiques ne sont pas rompues. Donc, il y a toujours des canaux par lesquels on peut passer pour discuter. Vous avez vu qu'il y a eu un envoyé spécial de Luanda qui a été à Kinshasa et à Kigali. Le président de la République a discuté, a parlé avec le secrétaire général des Nations unies. Donc, comme nous l'avons toujours dit, comme le gouvernement rwandais l'a toujours dit, nous privilégions les négociations, nous privilégions les discussions, nous privilégions la voie pacifique.

En coulisses, les chancelleries s'activent pour parvenir à une désescalade. Comment sortir de cette crise diplomatique ?

Si tous les pays aident à mettre en application ce qui a déjà été décidé comme voie de sortie, je pense que c'est le plus important. Et si ça ne marche pas, au moins qu'on démontre pourquoi cela n'a pas marché et qui en est la cause. À partir de ce moment-là, je crois qu'on sera sur la bonne voie.

Vous parliez justement des processus qui ont été engagés pour essayer de trouver une solution à la crise. Il y a le processus mis en place par l'Angola. Le général angolais, Joao Massone a été nommé pour examiner les accusations que se portent Kigali et Kinshasa. Quand va-t-il commencer à travailler ? Et est-ce que vous avez désigné vous-même un officier de liaison auprès de lui ?

Aujourd'hui, le Rwanda est prêt à accueillir quiconque veut aider à la résolution des problèmes à l'est de la RDC. Rappelez-vous que même à la création de la force armée

conjointe, le Rwanda était d'accord pour participer, mais la RDC a dit : non, nous ne voulons pas que l'armée rwandaise fasse partie de la force armée conjointe. Et le Rwanda était d'accord. Donc, pour revenir à votre question, nous sommes prêts et nous avons des gens assignés à cette tâche pour essayer de résoudre ce problème.

Donc, cela veut dire que vous avez désigné un officier de liaison auprès de ce général angolais ?

Oui, l'officier a été désigné. On vient aussi de recevoir une invitation de l'armée kényane, envoyée à l'armée rwandaise pour la mise en place de la force armée conjointe. Donc, pour dire, que ce soit de Luanda, que ce soit de Nairobi, on est prêt à collaborer et les gens assignés à la tâche sont déjà prêts.